



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Évaluation économique de l'industrie de la langue au Canada

Mars 2007

Préparé par:

Le Conference Board du Canada

Préparé pour:

Industrie Canada

Canada

Le présent rapport a été préparé pour Industrie Canada par le Conference Board du Canada.

Cette publication est offerte par voie électronique en version HTML à l'adresse web suivante :
http://strategis.ic.gc.ca/epic/internet/inlain-inla.nsf/fr/h_qs00196f.html

Autorisation de reproduction

À moins d'indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais et sans autre permission d'Industrie Canada, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, qu'Industrie Canada soit mentionné comme organisme source et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec Industrie Canada ou avec son consentement.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication à des fins commerciales, faire parvenir un courriel à copyright.droitdauteur@tpsgc.gc.ca.

N.B. Dans cette publication, la forme masculine désigne tant les femmes que les hommes.

No de catalogue Iu44-49/2007F-PDF
ISBN 978-0-662-07126-6

Numéro de répertoire d'Industrie Canada : 60310

Also available in English under the title *Economic Assessment of the Canadian Language Industry*

TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE.....	4
1.1 INTRODUCTION	6
1.2 REVUE DE LA LITTÉRATURE RÉCENTE	7
1.2.1 Traduction.....	7
1.2.2 La formation linguistique.....	12
1.2.3 Technologies langagières.....	15
1.3 ANALYSE DE L'IMPORTANCE ÉCONOMIQUE.....	16
1.3.1 Méthodologie	16
1.3.2 Résultats.....	17
1.3.2.1 Traduction, interprétation et terminologie	18
1.3.2.2 Écoles de langues.....	20
1.3.2.3 Dépenses des étudiants étrangers.....	22
1.3.2.4 Impact économique global.....	24
1.4 PISTES POUR UNE MEILLEURE INFORMATION	27
1.5 CONCLUSION.....	29
BIBLIOGRAPHIE.....	31

SOMMAIRE

Dans le but d'évaluer l'ampleur de l'industrie de la langue au Canada, Industrie Canada a demandé au Conference Board du Canada de procéder à une estimation de l'importance économique de cette industrie au pays. Cette étude présente les résultats obtenus de cette évaluation.

Industrie Canada reconnaît trois grandes composantes à l'industrie de la langue: la traduction, la formation linguistique et les technologies langagières. À partir des informations statistiques trouvées à travers la littérature récente, le Conference Board a ressorti les données les plus fiables et les plus solides concernant ces trois composantes. Les efforts se sont surtout concentrés sur des variables clés qui pouvaient être utilisées par la suite par le modèle entrées-sorties de Statistique Canada tels que les revenus des entreprises, l'emploi dans l'industrie, les salaires ou encore les revenus des travailleurs autonomes.

L'analyse d'impact économique de l'industrie de la langue au Canada s'appuie sur le modèle entrées-sorties de Statistique Canada pour évaluer les effets directs et indirects de l'industrie de la langue sur l'économie canadienne. Ce modèle a l'avantage de détailler la structure d'une industrie en plus de contenir des liens avec l'ensemble des autres industries.

Les résultats de Statistique Canada concernant les effets directs et indirects obtenus, le modèle économétrique de prévisions nationales du Conference Board du Canada (CBoC) est ensuite utilisé pour ajouter les effets induits de l'industrie de la langue sur l'économie canadienne. Le modèle du CBoC a l'avantage de pouvoir calculer les impacts sur une multitude de variables économiques comme les changements dans les profits des entreprises ou l'impact sur le solde budgétaire des gouvernements. Le modèle du CBoC permet d'obtenir un multiplicateur beaucoup complet et plus global de l'impact d'une industrie sur l'économie.

Dans son ensemble, l'industrie de la langue au Canada représentait un apport économique minimal de 2,7 milliards \$ au niveau du PIB en 2004, soit 0,2 p. cent du PIB total du Canada. L'industrie était aussi responsable de 51 700 emplois à travers le Canada, la grande majorité dans les services commerciaux. Le secteur de la traduction aurait généré 44,8 p. cent de l'impact économique global au Canada mesuré en terme de PIB nominal, ou 1,2 milliard \$ en 2004. L'activité économique générée par les écoles de langues se serait élevée à 432,3 millions \$ en 2004, en terme de PIB. Toutefois, celles-ci attirent des étudiants étrangers en grand nombre et ceux-ci dépensent des sommes importantes dans l'économie. On devrait donc attribuer les retombées économiques de 1 milliard \$ provenant des dépenses des étudiants étrangers aux écoles de langues. Les écoles de langues privées et publiques seraient donc responsables de retombées globales évaluées à 1,5 milliard \$ en 2004 en terme de PIB nominal et seraient, en réalité, la principale source de retombées économiques de l'industrie de la langue au Canada.

Au niveau de l'emploi, les conclusions se ressemblent. Le secteur de la traduction serait responsable de 25 200 emplois au Canada, en sommant les effets directs, indirects et induits de l'industrie sur l'économie canadienne. Les opérations des écoles de langues généreraient globalement 14 600 emplois. Quant aux dépenses des étudiants étrangers au Canada, elles auraient été responsables de la création de 11 900 emplois au Canada en 2004. En attribuant les dépenses des étudiants au secteur des écoles de langue, le nombre d'emplois associés aux écoles de langues serait de 26 500.

Il est important de spécifier que les efforts d'évaluation de l'activité économique générée par l'industrie ont toujours été guidés par la prudence. Les résultats présentés devraient donc être considérés comme une estimation minimale. Par exemple, les chiffres obtenus par l'Association canadienne des écoles de langues privées (ACELP) concernant le nombre de semaines d'étude réalisé par les étudiants étrangers semblait anormalement faibles en 2004 comparativement aux autres années. Il semble que le SRAS ait eu un impact négatif sur les chiffres de 2004. De plus, le peu d'informations fiables recueillies sur les revenus tirés des étudiants locaux ou nationaux dans les écoles publiques entraîne une autre sous-estimation des retombées économiques de l'industrie de la langue.

Finalement, l'absence d'information statistique sur le secteur des technologies langagières a forcé l'abandon de toute tentative d'évaluer l'importance économique de cette composante de l'industrie. Les résultats obtenus et présentés sous-estiment donc l'importance économique de l'industrie de la langue au Canada, mais il n'est pas possible de dire dans quelle mesure. Le rapport termine en proposant quelques avenues pour améliorer la disponibilité des informations statistiques, pour les secteurs où elles sont inexistantes, et leur qualité, pour les composantes où des informations sont disponibles.

1.1 INTRODUCTION

Dans le but d'avoir une meilleure idée de l'ampleur de l'industrie de la langue au Canada, Industrie Canada a demandé au Conference Board du Canada de procéder à une évaluation de l'importance économique de cette industrie au pays. Cette étude présente les résultats obtenus de cette évaluation.

L'industrie de la langue n'est pas conventionnelle dans le sens où elle n'est pas définie dans le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Ceci a des implications directes sur la collecte de l'information et aussi sur la disponibilité de celle-ci. La méthodologie utilisée a dû s'adapter à ces contraintes. Le point de départ de l'étude a donc été de bien cerner les différents aspects de l'industrie et ses particularités, en réalisant une revue de la littérature récente.

Industrie Canada reconnaît trois grandes composantes à l'industrie de la langue: la traduction, la formation linguistique et les technologies langagières. À partir des informations statistiques trouvées à travers la littérature récente, le Conference Board a ressorti les données les plus fiables et les plus solides concernant ces trois composantes. Les efforts se sont surtout concentrés sur des variables clés qui pouvaient être utilisées par la suite par le modèle entrées-sorties de Statistique Canada. Il s'agit, entre autres, des informations sur les revenus des entreprises, l'emploi dans l'industrie, sur les salaires ou encore sur les revenus des travailleurs autonomes.

À partir des informations recueillies, le Conference Board a alors demandé à Statistique Canada d'évaluer l'importance économique de l'industrie de la langue au Canada, en calculant les effets directs et indirects de l'activité de l'industrie. Par la suite, le Conference Board a utilisé ces informations et son propre modèle de prévisions économiques pour calculer les effets globaux sur l'économie, incluant les effets induits. L'évaluation de l'ensemble de ces effets a ainsi permis d'estimer l'activité économique globale générée par l'industrie de la langue au Canada par le biais de son impact sur le PIB, sur l'emploi, sur les revenus du travail et aussi sur les finances publiques des gouvernements fédéral et provinciaux.

Pour terminer ce rapport, le Conference Board discute des failles présentes dans l'information statistique disponible sur les composantes de l'industrie et suggère quelques pistes pour améliorer la disponibilité des informations statistiques, pour les secteurs où elles sont inexistantes, et leur qualité, pour les composantes où des informations sont disponibles.

1.2 REVUE DE LA LITTÉRATURE RÉCENTE

L'industrie de la langue est actuellement mal définie au point de vue statistique et les informations s'y rattachant sont éparses. La première étape du mandat consistait donc à revoir la littérature récente sur l'industrie de la langue au Canada et à rencontrer les responsables de cette industrie à Industrie Canada, ainsi que certains participants actifs dans le milieu. L'objectif de cette rencontre était de mieux cerner les activités de l'industrie et de recueillir les informations nécessaires pour en évaluer l'ampleur et déterminer son impact sur l'économie canadienne. Les recherches ont permis d'identifier certaines caractéristiques et particularités de l'industrie, certaines étant définies de manière détaillée et d'autres n'ayant pu être quantifiées.

Industrie Canada reconnaît trois composantes à l'industrie de la langue: la traduction, la formation linguistique et les technologies langagières. Elle regroupe aussi des employés à temps plein et à temps partiel ainsi que des travailleurs autonomes. Les sections qui suivent tenteront de décrire, de la manière la plus détaillée possible, les caractéristiques de chacune des trois composantes de l'industrie, à partir des informations recueillies.

1.2.1 Traduction

Le secteur de la traduction comprend les établissements dont l'activité principale est la traduction, mais aussi l'interprétation orale et gestuelle et la terminologie. Les entreprises opérant dans ce secteur, comme les cabinets de traduction, se voient attribuer le code 54193 dans le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Les activités liées à l'interprétation ainsi qu'à la terminologie sont aussi associées à cette industrie.

Les traducteurs ont la particularité de se retrouver dans plusieurs secteurs d'activités économiques parce qu'ils sont parfois employés par des services internes d'entreprises dans d'autres industries. Par exemple, une entreprise pharmaceutique peut avoir son propre service de traduction et engager ses propres traducteurs. Ceux-ci contribuent à l'activité économique de l'industrie de la langue et notre mandat consistait à trouver un moyen de les comptabiliser dans la présente étude, pour cerner l'envergure véritable de l'industrie. Par contre, ces derniers se retrouvent cachés à l'intérieur d'une autre industrie.

En 2004, la Division des petites entreprises et des enquêtes spéciales (DPEES) de Statistique Canada a présenté à la Direction générale des Industries de services d'Industrie Canada un profil des industries canadiennes de la langue. Cette étude avait pour but de recueillir tous les renseignements accessibles auprès de Statistique Canada de manière à brosser un portrait analytique des industries canadiennes de la langue. Essentiellement, la description de l'industrie de la traduction s'appuyait sur les données du recensement de 2001.

Les données du recensement de 2001 de Statistique Canada sur les professions sont très détaillées. Le tableau 1 présente le nombre d'emplois dans la catégorie des traducteurs, terminologues et interprètes par industrie au Canada en 2001. Ce tableau indique que seulement un peu plus de la moitié des traducteurs, terminologues et interprètes travaillent pour des entreprises engagées directement dans ces domaines comme des bureaux privés de traduction. Environ 47 p. cent de ces professionnels travaillent pour des entreprises opérant dans d'autres secteurs. Les entreprises manufacturières, par exemple, engagent jusqu'à 327 professionnels dans la catégorie des traducteurs, terminologues ou interprètes. Leurs besoins de traduction pour desservir leurs clientèles ou percer de nouveaux marchés justifient probablement la présence de ces professionnels au sein de leur équipe.

Tableau 1			
Nombre d'emplois dans la catégorie des traducteurs, terminologues et interprètes par industries (CNP – F025) - 2001			
Code SCIAN	Industries	Nombre	Pourcentage
11	Agriculture, foresterie, pêche et chasse	28	0,2%
21	Extraction minière, de pétrole et de gaz	0	0,0%
22	Services publics	<5	...
23	Construction	6	0,1%
31-33	Fabrication	327	2,4%
41	Commerce de gros	136	1,0%
44-45	Commerce de détail	183	1,4%
48-49	Transport et entreposage	62	0,5%
51	Industrie de l'information et culturelle	569	4,2%
52	Finance et assurances	461	3,4%
53	Services immobiliers, location et location à bail	19	0,1%
54	Services professionnels, scientifiques et techniques	7 125	52,6%
55	Gestion de sociétés et d'entreprises	7	0,1%
56	Serv. admin., soutien, gestion des déchets et assainiss.	267	2,0%
61	Services d'enseignement	917	6,8%
62	Soins de santé et assistance sociale	465	3,4%
71	Arts, spectacles et loisirs	294	2,2%
72	Hébergement et services de restauration	<5	...
81	Autres services, sauf administrations publiques	428	3,2%
91	Administrations publiques	2 246	16,6%
	Tous les secteurs	13 545	100,0%

Source : Statistique Canada. Profil des industries canadiennes de la langue. Mars 2004.

L'administration publique est aussi un employeur important pour les traducteurs, terminologues et interprètes. On en dénombre 2 246 au sein de ses rangs. Le tableau 2 montre la répartition des emplois de traducteurs, terminologues et interprètes au sein de

Tableau 2			
Nombre d'emplois dans la catégorie des traducteurs, terminologues et interprètes dans l'administration publique au Canada (CNP – F025) - 2001			
Code SCIAN	Industries	Nombre	Pourcentage
911	Administration publique fédérale	1 599	71,2%
912	Admin. publiques provinciales et territoriales	409	18,2%
913	Admin. publ. locales, municipales et régionales	110	4,9%
914	Administrations publiques autochtones	58	2,6%
919	Organ. Publi. Internationaux et extra-territoriaux	70	3,1%
	Tous les secteurs	2 246	100,0%

Source : Statistique Canada. Profil des industries canadiennes de la langue. Mars 2004

l'administration publique. On remarque que près des trois quarts de ces emplois dans l'administration publique au Canada se retrouvent dans la fonction publique fédérale. La présence du Bureau de la traduction donne à l'administration fédérale une grande envergure à l'industrie de la traduction. Ce Bureau compte environ 1 750 employés dont 1 150 sont des traducteurs, terminologues et interprètes.

Plusieurs autres caractéristiques concernant la profession de traducteur, de terminologue et d'interprète sont aussi décrites dans le Profil des industries canadiennes de la langue (2004). On y lit aussi, qu'à l'échelle nationale, cette profession est dominée par les femmes. En fait, 68 p. cent des personnes occupant cette profession au Canada sont des femmes. Le tableau 3, aussi tiré des données du recensement de 2001, indique que presque la moitié des traducteurs, terminologues et interprètes du Canada exercent leur profession dans la province de Québec. En y ajoutant ceux de l'Ontario, c'est plus de 80 p. cent de ces professionnels au Canada qui se concentre dans ces deux provinces.

L'utilisation des données de profession pour calculer l'impact économique de l'industrie de la langue permet de tenir compte de toutes les personnes qui travaillent dans ce domaine ou cette industrie, même si ils opèrent dans une autre industrie. L'utilisation de l'option des revenus des entreprises engagées dans les services de traduction n'aurait pas permis d'inclure l'ensemble des traducteurs qui exercent leur profession dans d'autres sphères de l'activité économique. L'utilisation des données sur les professions permet donc une couverture plus complète de l'ensemble de l'industrie. De plus, le détail de l'information obtenue du recensement 2001 s'étend aux revenus et aux types d'emploi. Il a donc été possible d'obtenir une information très précise de l'activité de cette composante de l'industrie.

Tableau 3			
Nombre d'emplois dans la catégorie des traducteurs, terminologues et interprètes selon la région et le sexe - 2001			
Province / Territoire	Total	Hommes	Femmes
Terre-Neuve et le Labrador	60	25	35
Île-du-Prince-Édouard	35	10	25
Nouvelle-Écosse	175	70	105
Nouveau-Brunswick	285	75	210
Québec	6 665	2 255	4 410
Ontario	4 230	1 285	2 945
Manitoba	240	75	165
Saskatchewan	95	20	75
Alberta	415	140	275
Colombie-Britannique	1 135	315	820
Yukon	15	0	15
Territoires du Nord-Ouest	45	10	35
Nunavut	150	40	110
CANADA	13 545	4 320	9 225

Source : Statistique Canada. Profil des industries canadiennes de la langue. Mars 2004

Les données sur les professions présentées dans le Profil des industries canadiennes de la langue indiquent que 62 p. cent des traducteurs, terminologues et interprètes étaient des salariés en 2001, ce qui représentait 8 430 individus. On y apprend aussi que sur ce nombre, 4 300 salariés travaillaient à temps plein avec une rémunération moyenne de 46 706 \$ en 2001. Les 4 130 salariés restants travaillaient à temps partiel.

Les travailleurs autonomes sont plutôt nombreux au sein de cette profession. Environ 38 p. cent des individus oeuvrant au sein de l'industrie étaient des travailleurs autonomes, représentant 5 080 individus. Sur ce nombre, un peu plus du tiers travaillaient à temps plein, soit 1 790 travailleurs, avec des revenus nets moyens de 43 324 \$, un niveau légèrement inférieur aux salariés. Les deux tiers restants travaillaient à temps partiel. On ne connaît pas la rémunération moyenne des travailleurs autonomes à temps partiel mais on sait que la rémunération moyenne de l'ensemble des individus travaillant à temps partiel était de 20 848 \$ annuellement, travailleurs autonomes et salariés confondus.

Aux fins de l'étude d'impact, les informations concernant les salaires et le revenu du travail sont suffisantes pour alimenter la matrice entrées-sorties de Statistique Canada et évaluer les effets directs et indirects de la composante des traducteurs, terminologues et interprètes de l'industrie de la langue. Cependant, les données du recensement de 2001 commencent à être quelque peu désuètes. Un effort a donc été fait pour actualiser les informations obtenues du recensement de 2001.

En ce qui concerne le nombre d'individus, Statistique Canada compile certaines informations sur la profession de traducteur, terminologue et interprète (CNP025) par le biais de l'Enquête sur la population active. Le tableau 4 présente les informations sur le nombre d'employés ou de salariés et sur le nombre de travailleurs autonomes tiré de cette enquête. Ainsi, en 2004, on a recensé 6 900 salariés et 5 800 travailleurs autonomes. Il semble qu'avec le temps, le nombre de salariés a eu tendance à diminuer alors que le nombre de travailleurs autonomes a plutôt eu tendance à augmenter.

Tableau 4						
Évolution du nombre d'emplois dans la catégorie des traducteurs, terminologues et interprètes par industries (CNP – F025)						
	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Emploi	13,6	11,8	12,9	12,8	14,1	12,9
Employés	8,2	5,5	6,7	6,9	7,1	6,3
Travailleurs autonomes	5,5	6,3	6,2	5,8	7,1	6,6

Source : Statistique Canada. Enquête sur la population active.

Note : Les données à 3 chiffres du CNP doivent être utilisées avec circonspection parce que la variabilité de l'échantillonnage est plus élevée

Les informations sur les revenus, tirées de l'Enquête sur la population active, ne sont pas suffisamment fiables pour être utilisées à des fins d'analyse, compte tenu de la grande variabilité de l'échantillonnage. En revanche, les données du recensement ont une fiabilité nettement meilleure. Le choix s'est donc porté sur l'utilisation des revenus moyens des travailleurs autonomes à temps plein et à temps partiel et de ces mêmes revenus pour les salariés à temps plein et à temps partiel. Ces revenus moyens ont ensuite été convertis en dollars de 2004, en supposant que la répartition entre les individus à temps plein et à temps partiel était restée la même entre 2001 et 2004, pour les deux catégories d'emploi, soit les travailleurs autonomes et les salariés.

Le tableau 5 résume le calcul des revenus du travail des traducteurs, terminologues et interprètes de l'industrie de la langue au Canada. Le revenu moyen des salariés (temps plein et temps partiel combinés) s'élevait à 34 038 \$ en 2000. Pour les travailleurs autonomes, le montant s'élevait à 28 768 \$. Ces valeurs ont été ajustées pour tenir compte de la croissance de la rémunération hebdomadaire moyenne pour l'ensemble des salariés dans le secteur des autres services professionnels, scientifiques et techniques, entre 2000 et 2004. Une fois la rémunération moyenne obtenue pour les employés et les travailleurs autonomes en 2004, il suffit de multiplier la rémunération moyenne par le nombre respectif d'individus.

Le revenu du travail pour la composante traduction, terminologie et interprétation de l'industrie de la langue s'élevait donc à 437,3 millions \$ en 2004, soit 255,7 millions \$ attribués aux salariés et 181,7 millions \$ aux travailleurs autonomes pour un total de

6 900 salariés et 5 800 travailleurs autonomes. Cette rémunération globale de 437,3 millions \$ des traducteurs, interprètes et terminologues sera donc utilisée par la suite pour déterminer la valeur de l'activité économique générée par cette composante de l'industrie.

Tableau 5					
Calcul de la rémunération globale des traducteurs, terminologues et interprètes (salariés et travailleurs autonomes) - 2004					
	Rémunération Moyenne 2000	Croissance de la Rémunération (2000 - 2004)	Rémunération Moyenne 2004	Nombre d'emplois 2004	Rémunération Totale 2004
Salariés	34 038 \$	8,87%	37 057 \$	6 900	255 693 300 \$
Travailleurs Autonomes	28 768 \$	8,87%	31 320 \$	5 800	181 656 000 \$
TOTAL				12 700	437 349 300 \$
Sources : Le Conference Board du Canada; Statistique Canada.					

1.2.2 La formation linguistique

La seconde composante de l'industrie de la langue est la formation linguistique. Les écoles de langues privées sont classées sous le SCIAN 61163 qui comprend les établissements dont l'activité principale consiste à enseigner les langues étrangères, l'enseignement du français langue seconde et de l'anglais langue seconde étant inclus. Les universités, qui appartiennent davantage au domaine public, offrent aussi des programmes de formation linguistique, de traduction et d'interprétation. Cette portion de l'industrie est plutôt incluse dans le grand groupe des services d'enseignement et ne peut pas vraiment être distinguée. Cependant, certaines informations utiles ont été recueillies concernant les écoles de langues privées et elles serviront à donner une idée générale de l'importance de ce segment de l'industrie.

Pour ce qui est de l'enseignement des langues, les écoles, tant privées que publiques, accueillent une grande majorité d'étrangers dans leur classe. L'Association canadienne des écoles de langues privées (ACELP) réalise une enquête presque à tous les ans depuis 2003 pour déterminer le profil de la population étudiante. Cette enquête permet d'identifier les dépenses moyennes faites par ces étudiants étrangers. Sans la présence de ces écoles de langues, ces étrangers ne viendraient probablement pas au Canada. Elles permettent donc d'accroître la consommation de biens et services au Canada, consommation qui ne serait pas réalisée sans les écoles de langues. Les étudiants ayant

répondu à l'enquête de 2004 venaient surtout des pays asiatiques (58 p. cent), notamment la Corée, le Japon, Taiwan, la Chine et le Vietnam. La deuxième région d'origine la plus importante était l'Amérique latine avec 24 p. cent des répondants. Ces derniers provenaient essentiellement du Mexique, du Brésil et du Venezuela. La troisième région d'origine la plus importante est l'Europe, avec 16 p. cent des répondants.

Tableau 6				
Dépenses effectuées par les étudiants étrangers fréquentant les écoles de langues privées et publiques au Canada - 2004				
Catégories de dépenses	Dépenses Mensuelles	Dépenses totales en 2004		Total 2004
		Écoles priv.	Écoles publ.	
Hébergement/hébergement à domicile	743 \$	92 429 200 \$	100 059 810 \$	192 489 010 \$
Voyages et activités	461 \$	57 348 400 \$	62 082 870 \$	119 431 270 \$
Restauration	288 \$	35 827 200 \$	38 784 960 \$	74 612 160 \$
Alimentation à l'épicerie	256 \$	31 846 400 \$	34 475 520 \$	66 321 920 \$
Transport en commun	113 \$	14 057 200 \$	15 217 710 \$	29 274 910 \$
Location de voitures	305 \$	37 942 000 \$	41 074 350 \$	79 016 350 \$
Achats divers	276 \$	34 334 400 \$	37 168 920 \$	71 503 320 \$
TOTAL	2 442 \$	303 784 800 \$	328 864 140 \$	632 648 940 \$
Sources : Association canadienne des écoles de langues privées; Conseil des Langues du Canada				

La répartition des dépenses réalisées par les étudiants étrangers en 2004 est présentée au tableau 6. Les résultats s'appuient d'abord sur les dépenses moyennes mensuelles des étudiants et sur la fréquentation des écoles par les étudiants étrangers. En ce qui concerne la fréquentation des écoles privées, les informations proviennent aussi de l'Association canadienne des écoles de langues privées. En 2004, les étudiants étrangers auraient réalisé 538 650 semaines d'étude, ce qui équivaut à environ 124 400 mois d'études à raison de 4,33 semaines par mois. Selon les informations recueillies auprès de l'ACELP, il semble que l'année 2004 ait été négativement affectée par le SRAS. On remarque d'ailleurs que la fréquentation des écoles de langues privées s'est élevée à 590 869 semaines en 2003 et à 735 252 semaines en 2005. Il est donc important de spécifier que l'évaluation de l'impact économique de la composante des dépenses des étudiants étrangers pourrait être sous-estimée à cause de cette sous-évaluation de la fréquentation des écoles de langues en 2004, causée par des événements incontrôlables.

En ce qui concerne les écoles publiques, la fréquentation globale des étudiants étrangers se serait élevée à 583 120 semaines en 2004, selon les données du Conseil des Langues du Canada (CLC), soit un niveau relativement semblable à celui des écoles privées. Cette fréquentation se serait traduite par 134 670 mois d'étude, à raison de 4,33 semaines par mois. Le tableau 6 précédent montre que les dépenses des étudiants étrangers auraient représenté un apport de l'ordre de 632,6 millions \$ dans l'économie canadienne en 2004.

Il n'est pas facile de trouver de l'information statistique publique officielle sur les écoles de langues, tant privées que publiques. Le nombre de travailleurs ou de professeurs travaillant dans ce secteur, par exemple, n'est pas disponible. Il n'a donc pas été possible d'utiliser des informations sur le nombre de travailleurs ou encore sur la rémunération des travailleurs pour jauger l'activité économique générée par cette composante de l'industrie. En fait, il n'existe pas de catégorie regroupant les professeurs de langue dans le Code des professions. L'option des revenus globaux de cette composante de l'industrie a donc été privilégiée.

Selon les données disponibles à la Division des petites entreprises et des enquêtes spéciales, les produits totaux d'exploitation des écoles de langues privées se sont élevés à 299,7 millions \$ en 2004. Cela correspond au revenu généré par l'industrie des écoles privées de langues, associée au code SCIAN 61163. Cependant, selon les informations recueillies auprès de Industrie Canada et des représentants de l'industrie, il semble que ces revenus incluent la partie des dépenses d'hébergement qui est gérée par les écoles, tant privées que publiques.

Les revenus des écoles de langues privées englobent les frais payés par les étudiants étrangers pour leur hébergement à domicile. En général, les étudiants paient à l'école les frais d'hébergement dans les familles et les écoles remettent l'argent aux familles. L'enquête réalisée par l'ACEPL indique, qu'en 2004, 65 p. cent des étudiants étrangers choisissaient l'hébergement à domicile pour le logement. Par conséquent, les revenus d'exploitation globaux des écoles de langues privées ont été ajustés à la baisse pour tenir compte du fait qu'un montant équivalent à 65 p. cent des frais d'hébergement transitait par les écoles de langues privées.

L'hébergement à domicile est en fait un service connexe à la formation linguistique. Pour l'évaluation de l'impact économique de la composante de l'industrie reliée uniquement à la formation linguistique (SCIAN 61163 uniquement), il est important d'exclure ces montants des revenus globaux des écoles. Par conséquent, un montant estimé de 60 millions \$ a été retranché aux revenus globaux d'exploitation des écoles de langues privées, pour un revenu corrigé de 239,6 millions \$ en 2004. Ce montant de 60 millions \$ correspond à l'estimation des dépenses d'hébergement payées par les étudiants étrangers ayant choisi l'hébergement à domicile, soit 65 p. cent des dépenses totales réalisées par les étudiants des écoles privées (92,4 millions \$) au niveau de l'hébergement. L'impact de l'hébergement est capturé dans les calculs des dépenses des étudiants.

La dernière étape pour bien cerner la composante des écoles de langues au Canada est l'apport ou la contribution des écoles publiques. Les revenus globaux attribués aux écoles de langues publiques ne sont pas disponibles. En général, ces revenus font partie des revenus consolidés des universités ou des écoles publiques. Cependant, Industrie Canada et les intervenants de l'industrie ont confirmé que les écoles de langues publiques avaient un mode de fonctionnement très semblable aux écoles privées et qu'en général, elles avaient un mode de fonctionnement autonome. Aux fins de l'étude, nous avons donc considéré ces écoles comme si elles étaient des écoles privées pour évaluer l'impact économique à partir des tableaux de Statistique Canada. De plus, seuls les étudiants

étrangers ont été considérés dans notre étude parce que peu d'informations étaient disponibles concernant les étudiants locaux ou nationaux. Les étudiants étrangers amènent un apport direct et sans équivoque à l'économie canadienne parce qu'ils ne dépenseraient pas leur argent au Canada si les écoles n'étaient pas disponibles.

Pour évaluer les revenus des écoles publiques, deux éléments ont été utilisés. D'abord, selon les informations recueillies auprès du Conseil des langues du Canada (CLC), les dépenses mensuelles effectuées par les étudiants étrangers en frais de scolarité dans les écoles publiques s'élevaient à 1 226 \$ par mois en 2004. Cette même organisation a aussi estimé que les étudiants étrangers ont fréquenté les écoles publiques pendant l'équivalent de 134 670 mois au cours de l'année 2004. Cela a donc représenté un apport direct aux écoles publiques de langues de l'ordre de 165,1 millions \$. Il est clair que ce montant correspond à un minimum parce que d'autres revenus peuvent aussi être générés par les écoles en offrant des services supplémentaires ou connexes à la formation linguistique. Ceux-ci ne sont évidemment pas inclus dans les frais de scolarité et pourraient provoquer une sous-estimation des revenus des écoles publiques et de leur importance dans l'économie. De plus, l'impact des étudiants locaux ou nationaux est aussi absent de notre analyse.

Dans l'ensemble, la formation linguistique générerait des revenus globaux approximatifs de 404,7 millions \$. Cela comprendrait les écoles privées, dont la demande vient presque exclusivement des étudiants étrangers, ainsi que la demande des étudiants étrangers pour les écoles publiques. À cela il faut ajouter, l'injection dans l'économie de plus de 632,6 millions \$ en dépenses de consommation diverses par les étudiants étrangers qui doivent résider au pays pendant un certain nombre de mois.

1.2.3 Technologies langagières

Cette dernière composante de l'industrie de la langue est encore plus difficile à cerner que les deux autres. Elle englobe, entre autres, les services reliés à la conception, la modification, les tests et la prise en charge des logiciels pour répondre aux besoins spécifiques de clients dans le domaine du langage. Les services de traduction automatisés, qu'on retrouve sur Internet, font partie de ce secteur. Les activités reliées au traitement de la parole, y compris les systèmes de reconnaissance de la voix, de biométrie vocale et de synthèse de la parole à partir du texte font aussi partie de cette industrie.

Les informations sur cette composante de l'industrie sont plutôt noyées dans celle de la conception des services informatiques et de services connexes. De plus, il semble que ceux qui sont engagés dans de telles activités s'identifient peu à l'industrie de la langue mais plutôt à celle des services informatiques, ce qui amplifie le problème posé par le manque d'information. Il devient donc très difficile de distinguer les activités propres à cette composante de l'industrie.

En 2004, Statistique Canada a réalisé un sondage pour obtenir un profil des composantes de l'industrie canadienne de la langue. La population pour un tel sondage a été difficile à identifier d'autant plus que contrairement aux deux autres composantes précédentes, il

n'y a aucun code SCIAN relié aux entreprises axées sur la technologie langagière ni aucun code CNP pour ces professions. Malgré la construction d'une population à enquêter à l'aide d'une liste d'entreprises fournie par le Centre de recherche informatique de Montréal (CRIM) et par Industrie Canada, Statistique Canada n'a réussi à obtenir de cette enquête que des résultats anecdotiques qui ne correspondent aucunement à des statistiques officielles.

Malgré les difficultés rencontrées au niveau des technologies langagières, Statistique Canada a malgré tout tiré certaines conclusions de son expérience. Ils ont constaté que le nombre d'entreprises engagées dans le secteur de la technologie langagière était très faible. Pour celles qui exerçaient quelques activités dans ce domaine, elles ne représentaient qu'une très faible portion de leur activité globale. L'aspect intéressant de leurs conclusions est qu'il semble que ce secteur soit en pleine croissance.

Compte tenu de l'absence d'information chiffrée ou statistique sur le secteur des technologies langagières, toute tentative d'évaluer de près ou de loin l'impact économique de cette composante de l'industrie s'est avérée vaine. Cela a pour effet de sous-estimer l'impact économique de l'industrie de la langue au Canada. Il faut donc garder en tête que l'évaluation de l'importance économique de l'industrie de la langue au Canada sera sous-estimée, en vertu de l'absence de données sur la composante des technologies langagières.

1.3 ANALYSE DE L'IMPORTANCE ÉCONOMIQUE

1.3.1 Méthodologie

L'objectif de cette étude est d'évaluer l'importance économique de l'industrie de la langue au Canada sur des indicateurs économiques tels que le PIB, l'emploi, les revenus du travail et les recettes fiscales des gouvernements. Cette analyse englobe les effets directs, induits et indirects définis comme suit :

Impacts directs : mesurent la valeur ajoutée à l'économie directement attribuée à l'industrie, à travers les revenus et les salaires. La valeur ajoutée, aussi appelée la production nette, est la différence entre les revenus totaux d'une industrie et la somme des dépenses sur le matériel, les pièces et tous les autres intrants nécessaires à la production d'un bien. La somme des valeurs ajoutées de toutes les industries d'une région donnée ou d'un pays représente le PIB de cette région ou pays.

Impacts indirects : mesurent la valeur ajoutée que l'industrie génère sur les autres industries, à travers les revenus et les salaires, en achetant des biens et services à d'autres industries.

Impacts induits : mesurent les effets sur l'économie quand les employés de l'industrie de la langue et des industries liées dépensent leurs salaires ou leurs revenus et que les

propriétaires des entreprises dépensent leurs profits. Leurs achats se propagent dans l'ensemble de l'économie, générant davantage d'emplois, de salaires, de revenus et de recettes gouvernementales.

La demande d'une industrie n'a donc pas seulement des effets directs sur l'économie mais elle se propage ou se répand à travers une série d'effets multiplicateurs. Les effets indirects se font sentir les premiers sur la demande des fournisseurs de l'industrie de langue. La deuxième impulsion vient des effets induits qui, même si ils sont habituellement plus faibles, se répandent dans l'ensemble de l'économie à travers une augmentation générale de la consommation.

De plus, les impacts directs, indirects et induits s'étendent au-delà des frontières, aux fournisseurs et autres industries reliées dans d'autres pays. Cependant, dans le cas de l'industrie de la langue, il serait surprenant de voir que les achats de biens importés soient considérables, à l'exception peut-être des dépenses de consommation des étudiants étrangers au Canada. Une certaine partie des services de traduction est impartie à l'étranger mais ce montant est faible selon les représentants de l'industrie.

L'analyse d'impact économique de l'industrie de la langue au Canada s'appuie sur le modèle entrées-sorties de Statistique Canada. Ce modèle a l'avantage de détailler la structure d'une industrie en plus de contenir des liens avec l'ensemble des autres industries. La matrice permet d'identifier les intrants utilisés par une industrie et ainsi d'évaluer son impact sur les autres industries. On peut, par exemple, établir un lien entre l'industrie de la langue et celles des ordinateurs ou de la production d'électricité. Plusieurs des liens entre les industries ne sont pas publiés pour des raisons de confidentialité, mais Statistique Canada a l'avantage de pouvoir calculer les effets directs et indirects de manière très précise.

Les résultats de Statistique Canada concernant les effets directs et indirects obtenus, le modèle économétrique de prévisions nationales du Conference Board du Canada (CBoC) est ensuite utilisé pour ajouter les effets induits de l'industrie de la langue sur l'économie canadienne. Le modèle du CBoC possède une composante industrielle beaucoup plus agrégée que le modèle entrées-sorties de Statistique Canada mais il a l'avantage de pouvoir calculer les impacts sur une multitude de variables dans l'économie comme les changements dans les profits des entreprises ou l'impact sur le solde budgétaire des gouvernements. Le modèle du CBoC permet d'obtenir un multiplicateur beaucoup complet et plus global de l'impact d'une industrie sur l'économie à partir des effets directs précédemment calculés par Statistique Canada par le biais du modèle entrées-sorties.

1.3.2 Résultats

L'analyse de l'importance économique de l'industrie de la langue a été divisée en trois parties pour mieux identifier les composantes de l'industrie qui présentent des particularités spécifiques et qui pourraient avoir des multiplicateurs différents. Deux

chocs ont été soumis à Statistique Canada. Ils se rapportent à l'industrie de la traduction et aux écoles de langues privées et publiques. Le choc relatif aux dépenses des étudiants étrangers au Canada a été réalisé à partir du modèle du Conference Board du Canada qui possède une désagrégation suffisante des composantes des dépenses de consommation pour effectuer le choc. Les résultats de l'analyse des effets directs de Statistique Canada ont ensuite été utilisés pour alimenter le modèle du CBoC et calculer les effets globaux, incluant les effets induits, de l'industrie de la langue au Canada. On obtient ainsi un multiplicateur global plus complet.

1.3.2.1 Traduction, interprétation et terminologie

Les flux de salaires et de revenus au montant de 437,3 millions \$ ont été convertis par Statistique Canada en PIB au prix du marché par le biais de ratios du modèle entrées-sorties. Cependant, même si le secteur de la traduction se voit attribuer un code selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN 54193), les critères de confidentialité ne permettent pas de réaliser un choc directement sur le secteur de la traduction. Une catégorie plus large a dû être utilisée par Statistique Canada, soit l'industrie des autres services professionnels, scientifiques et techniques. En fait, le principe est d'augmenter la production ou les dépenses du secteur de l'industrie des autres professionnels, scientifiques et techniques (plutôt que celui de la traduction qui n'est pas disponible) et on regarde ce qui arrive à l'économie. C'est la meilleure estimation qui puisse être réalisée avec les moyens actuellement disponibles.

Les revenus nets des travailleurs autonomes et des salariés du secteur de la traduction, évalués à 437,3 millions \$ en 2004, correspondraient à un PIB au prix du marché de l'ordre de 599,4 millions \$ en 2004. La valeur de la production brute ou les revenus globaux du secteur seraient légèrement supérieurs à 1 milliard \$. Le nombre d'emplois directs dans ce secteur serait d'environ 13 543, ce qui n'est pas très loin de l'estimation de 12 700 déclarée par l'enquête sur la population active. Le revenu du travail s'élèverait à 512,7 millions \$. Cette description donne un aperçu de l'impact direct du secteur de la traduction, de l'interprétation et de la terminologie au Canada.

Le calcul des effets indirects provient de la simulation réalisée à partir du modèle entrées-sorties de Statistique Canada. Elle révèle que le multiplicateur du PIB du secteur de la traduction équivaut à 1,51. Ce multiplicateur cumule les effets directs et indirects du secteur. Cela signifie qu'une augmentation de 1 \$ de la valeur ajoutée du secteur de la traduction entraînerait une augmentation du PIB global de l'économie de 1,51 \$, sans tenir compte des effets induits sur l'économie. Pour ce qui est du multiplicateur de l'emploi, il s'élève à 1,35. Cela signifie que pour chaque emploi créé dans le secteur de la traduction, il se crée 0,35 emploi supplémentaire ailleurs dans l'économie. Ainsi, le cumul des effets directs et indirects amène à conclure que l'industrie de la traduction, de la terminologie et de l'interprétation aurait généré un PIB de 907 millions \$ en 2004.

Les effets induits mesurent les effets sur l'économie quand les employés de l'industrie de la langue et des industries liées dépensent leurs salaires ou leurs revenus et que les

propriétaires des entreprises dépensent leurs profits. Leurs achats se propagent dans l'ensemble de l'économie en générant davantage d'emplois, de salaires, de revenus et de recettes gouvernementales. Le modèle du Conference Board du Canada est donc utilisé pour calculer les effets globaux, incluant les effets induits. Les résultats des effets globaux obtenus sont présentés au tableau 7.

Tableau 7	
Évaluation de l'importance économique de la composante traduction, interprétation et terminologie de l'industrie de la langue - 2004	
	2004
PIB réel (millions \$ 1997)	1019,5
PIB (millions \$)	1193,8
Emploi (000)	25,2
Revenu du travail (millions \$)	1016,5
Profits des entreprises avant impôts (millions \$)	58,2
Solde du gouvernement fédéral (millions \$)	368,2
Solde des gouvernements régionaux (millions \$)	95,6
Sources : Conference Board du Canada. Statistique Canada	

Dans l'ensemble, la composante de la traduction de l'industrie de la langue aurait représenté un impact économique global sur l'économie canadienne en 2004 de l'ordre de 1 193,8 millions \$. Elle aurait été responsable de 25 205 emplois au Canada en 2004, générant un revenu du travail global de 1 016,5 millions \$. De plus, le gouvernement aurait récupéré d'importantes sommes du secteur de la traduction, soit environ 368,2 millions \$ pour le gouvernement fédéral et environ 95,6 millions \$ pour l'ensemble des gouvernements régionaux. L'écart provient surtout du fait que l'impôt sur le revenu des particuliers et des entreprises est plus élevé au niveau fédéral et de la présence de programme d'assurance-emploi au niveau fédéral. Il est aussi important de mentionner que les résultats obtenus sur les soldes des gouvernements sont sur la base des comptes nationaux et non sur la base des comptes publics. Toutefois, on peut croire que les impacts mesurés d'un choc sur les deux types de base sont similaires.

Le tableau 8 résume les multiplicateurs obtenus des effets directs et indirects à partir du modèle entrées-sorties de Statistique Canada, ainsi que le multiplicateur global dans l'économie, incluant les effets induits. Il n'est pas très surprenant de constater l'importance du multiplicateur étant donné que la plupart des intrants utilisés par l'industrie de la traduction sont produits localement. Peu de fuites dans l'achat de biens intermédiaires importés sont donc enregistrées. De plus, comme les salaires ou le revenu du travail constituent une part importante des coûts du secteur de la traduction, les effets induits sont importants.

Tableau 8		
<i>Multiplicateurs obtenus pour le secteur de la traduction, de l'interprétation et de la terminologie</i>		
	Tableau Input-Output	Multiplicateur global
PIB	1,51	1,99
Revenu du travail	1,39	1,98
Emplois	1,35	1,86

Sources : Conference Board du Canada. Statistique Canada.

1.3.2.2 Écoles de langues

Le secteur des écoles de langues comprend les écoles privées et publiques. Selon les informations recueillies auprès de l'industrie, ces deux types d'écoles fonctionnent selon des modèles d'affaires semblables. Elles ont donc été traitées de manière identique au niveau de l'analyse par le biais du modèle entrées-sorties. Cependant, même si le secteur des écoles de langues se voit attribuer un code selon le système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN 611630), les critères de confidentialité ne permettent pas de réaliser un choc directement sur le secteur des écoles de langues. Une catégorie plus large a dû être utilisée par Statistique Canada, soit l'industrie des autres établissements d'enseignement et de formation et services de soutien à l'enseignement, étant donné que le détail n'est pas disponible spécifiquement pour le secteur des écoles de langues.

Selon les informations recueillies auprès de Statistique Canada, les revenus globaux des écoles privées de langues s'élevaient en 2004 à tout près de 300 millions \$. Cependant, comme les écoles de langues privées recrutent leur clientèle en grande partie de l'étranger, elles fournissent également un service d'hébergement. Pour faciliter l'apprentissage de la langue, les écoles offrent la possibilité aux étudiants d'être logés dans des familles ou en hébergement à domicile. Les revenus des écoles privées associés à l'hébergement ont été estimés précédemment à 60 millions \$ et ont été retranchés des revenus globaux pour donner des revenus de 239,6 millions \$.

Les écoles publiques reçoivent aussi une grande quantité d'étudiants étrangers dans leurs locaux. Les revenus des écoles publiques de langues ont été précédemment estimés à 165,1 millions \$ en 2004. Par conséquent, les revenus globaux tirés des étudiants étrangers dans les écoles de langues au Canada s'élèvent à 404,7 millions \$. Ceci constitue un apport direct à l'économie du Canada parce que ces sommes proviennent de l'extérieur du Canada. Contrairement aux revenus globaux des écoles privées de langues qui incluent à la fois les étudiants locaux et étrangers, les revenus des écoles publiques

tirés des étudiants locaux ou canadiens ne sont pas comptabilisés. La raison de cette non inclusion est qu'il n'a pas été possible d'obtenir une estimation des frais moyens de scolarité payés par ces étudiants locaux.

Selon Statistique Canada, les revenus globaux de 404,7 millions \$ en 2004 des écoles de langues publiques et privées, attribués surtout aux étudiants étrangers, représentent une valeur ajoutée ou un PIB de l'ordre de 286,7 millions \$. Le nombre d'emplois directs dans ce secteur serait d'environ 11 204 en 2004, pour un revenu du travail équivalent à 265,2 millions \$. Ces chiffres correspondent en fait aux effets directs sur l'économie des revenus des écoles de langues privées et publiques au Canada tirés des étudiants étrangers.

Tel que mentionné précédemment, les effets induits mesurent les effets sur l'économie quand les employés de l'industrie de la langue et des industries liées dépensent leurs salaires ou leurs revenus et que les propriétaires des entreprises dépensent leurs profits. Leurs achats se propagent dans l'ensemble de l'économie, générant davantage d'emplois, de salaires, de revenus et de recettes gouvernementales. Le modèle du Conference Board du Canada est donc utilisé pour estimer les effets globaux sur l'économie, incluant les effets induits. Les résultats des effets globaux obtenus sont présentés au tableau 9.

Tableau 9	
Évaluation de l'importance économique de la composante des écoles privées et publiques de l'industrie de la langue - 2004	
	2004
PIB réel (millions \$ 1997)	370,8
PIB (millions \$)	432,3
Emploi (000)	14,6
Revenu du travail (millions \$)	403,9
Profits des entreprises avant impôts (millions \$)	26,0
Solde du gouvernement fédéral (millions \$)	150,0
Solde des gouvernements régionaux (millions \$)	24,7
Sources : Conference Board du Canada. Statistique Canada	

Le multiplicateur du PIB pour les écoles de langues est de 1,32, tel que déterminé par modèle entrées-sorties de Statistique Canada. Cela signifie qu'une augmentation de 1 \$ du PIB du secteur des écoles de langues génère une valeur ajoutée ou un PIB supplémentaire de 0,32 \$ dans l'économie canadienne. Par conséquent, en incluant des effets indirects sur l'économie, la composante des écoles de langues serait responsable de 379,6 millions \$ sur le PIB de l'économie canadienne. Quant aux emplois, les effets indirects des écoles de langues créeraient 1 185 emplois supplémentaires, pour une création totale d'emploi de 12 389 et un revenu du travail de l'ordre de 315,2 millions \$. Les multiplicateurs respectifs de l'emploi et du revenu du travail sont de 1,11 et 1,19.

Le tableau 10 résume les multiplicateurs obtenus des effets directs et indirects à partir du modèle entrées-sorties ainsi que le multiplicateur global dans l'économie, incluant les effets induits. Les multiplicateurs obtenus au niveau du modèle entrées-sorties sont plutôt faibles comparativement à ceux obtenus dans la composante de la traduction. Ces résultats ne sont pas trop surprenants parce que les effets indirects sont plus faibles. En fait, l'utilisation des inputs intermédiaires ou l'achat de biens et services pour leurs opérations, est proportionnellement plus faible dans le cas des écoles de langues que dans le cas du secteur de la traduction. Il est donc normal que les impacts sur les autres industries ou que les impacts indirects soient aussi plus faibles. Comme les effets indirects mesurent la valeur ajoutée qu'un secteur génère sur les autres industries, à travers les revenus et les salaires, en achetant des biens et services à d'autres industries, si une industrie achète moins de biens que d'autres elle générera en général moins d'effets indirects.

Tableau 10		
<i>Multiplicateurs obtenus pour le secteur des écoles de langues privées et publiques – 2004</i>		
	Tableau Input-Output	Multiplicateur global
PIB	1,32	1,51
Revenu du travail	1,19	1,52
Emplois	1,11	1,3
Sources : Conference Board du Canada. Statistique Canada.		

Globalement, la composante des écoles de langues de l'industrie aurait eu un impact économique global sur l'économie canadienne de l'ordre de 432,3 millions \$ en 2004. Elle aurait été responsable de 14 600 emplois au Canada en 2004 générant un revenu du travail global de 403,9 millions \$. De plus, le gouvernement récupère d'importantes sommes du secteur des écoles de langues, soit environ 150 millions \$ pour le gouvernement fédéral et environ 24,7 millions \$ pour les gouvernements régionaux.

1.3.2.3 Dépenses des étudiants étrangers

Le tableau 6 de la section 1.2.2 précédente a permis d'estimer l'apport direct des étudiants en dépenses de consommation au Canada. En fait, ces étudiants se comportent un peu comme des touristes qui injectent de l'argent au Canada, générant un impact non négligeable sur l'économie. Les étudiants étrangers auraient dépensé plus de 632,6 millions \$ en 2004 dans l'économie canadienne. L'impact économique des dépenses des

étudiants étrangers a été calculé à partir du modèle économétrique de prévisions du Conference Board du Canada sur l'économie canadienne. Pour obtenir une meilleure évaluation des impacts de ces dépenses sur l'économie canadienne, elles ont été considérées comme des dépenses de consommation plutôt que des exportations de services. Les exportations de services englobent le transport, les services commerciaux et les dépenses de voyage. Les exportations de services ne reflètent donc pas vraiment de manière adéquate le type de dépenses effectuées par les étudiants étrangers au Canada, notamment au niveau du type d'hébergement utilisé et de la nourriture achetée à l'épicerie.

Dans l'ensemble, une dépense de 632,6 millions \$ de la part des étudiants étrangers en hébergement, activités sociales et voyages, en épicerie, restaurants, location de voitures entraîne une augmentation du PIB de plus de 1 milliard \$, effets directs, indirects et induits confondus. En réalité, l'effet direct sur l'économie correspond au total des dépenses faites par les étudiants étrangers, étant donné que les dépenses de consommation sont, en soi, une composante du PIB.

Tableau 11	
Évaluation de l'impact économique des dépenses des étudiants étrangers - 2004	
	2004
PIB réel (millions \$ 1997)	881,0
PIB (millions \$)	1037,8
Emploi (000)	11,9
Revenu du travail (millions \$)	481,4
Profits des entreprises avant impôts (millions \$)	338,4
Solde du gouvernement fédéral (millions \$)	246,7
Solde des gouvernements régionaux (millions \$)	95,1
Sources : Conference Board du Canada. Statistique Canada	

Le tableau 11 résume les impacts globaux mesurés en termes de PIB, d'emploi, de revenu du travail ainsi que sur le solde budgétaire des gouvernements fédéral et provinciaux. On remarque que les dépenses des étudiants étrangers lors de leur séjour au Canada ont assuré le maintien de 11 900 emplois en 2004. Elles ont aussi amené, pour la même période, un montant net de 246,7 millions \$ dans les coffres du gouvernement fédéral et de 95,1 millions \$ dans ceux des gouvernements régionaux. Le multiplicateur des dépenses des étudiants étrangers s'élève ainsi à 1,64.

1.3.2.4 Impact économique global

Le tableau 12 résume l'impact économique global pour chacune des composantes de l'industrie de la langue pour lesquelles des informations statistiques étaient disponibles. Dans l'ensemble, la composante de la traduction, de la terminologie et de l'interprétation représente 44,8 p. cent de l'impact économique global calculé en terme de PIB, soit en nominal ou en millions \$ 1997. Cette composante est aussi responsable de 48,7 p. cent des emplois reliés à l'industrie de la langue au Canada, soit 25 200 emplois.

Tableau 12				
Évaluation de l'impact économique global de l'industrie de la langue - 2004				
	Traduction	Écoles de langue	Dépenses étudiants	Total
PIB réel (millions \$ 1997)	1019,5	370,8	881,0	2271,3
PIB (millions \$)	1193,8	432,3	1037,8	2663,8
Emploi (000)	25,2	14,6	11,9	51,7
Revenu du travail (millions \$)	1016,5	403,9	481,4	1901,8
Profits des entreprises avant impôts (millions \$)	58,2	26,0	338,4	422,6
Solde du gouvernement fédéral (millions \$)	368,2	150,0	246,7	764,9
Solde des gouvernements régionaux (millions \$)	95,6	24,7	95,1	215,3

Sources : Conference Board du Canada. Statistique Canada

La deuxième composante en importance au niveau de l'activité économique associée à l'industrie de la langue revient aux dépenses effectuées par les étudiants étrangers au Canada. En 2004, elles ont permis de générer plus de 1 milliard \$ en retombées économiques sur le PIB du Canada, permettant la création de 11 900 emplois dans l'économie. Finalement, les écoles de langues, pour lesquelles l'estimation des retombées économiques est probablement sous-estimée par le manque d'informations statistiques fiables et par l'absence de l'impact des étudiants nationaux ou locaux, auraient généré une activité économique de l'ordre de 432,3 millions \$ en 2004, calculée en terme de PIB nominal.

Pour rendre les résultats plus conformes à la réalité de l'industrie de la langue, la désagrégation utilisée devrait être modifiée. En fait, l'activité économique générée par les écoles de langues semble être de plus faible envergure. Toutefois, celles-ci attirent des étudiants étrangers en grand nombre. Ces derniers dépensent des sommes importantes dans l'économie canadienne. On devrait donc attribuer les retombées économiques des dépenses des étudiants étrangers aux écoles de langues. Le tableau 13 montre les résultats obtenus si les dépenses des étudiants étrangers sont attribuées au secteur des écoles de langues. Elles seraient donc responsables de retombées globales évaluées à 1,5 milliard \$ en 2004 en terme de PIB nominal et constituerait le premier secteur en importance dans

l'industrie de la langue, devant le secteur de la traduction. Le nombre d'emplois créés par les écoles de langues s'élèverait à 26 500.

Tableau 13			
Évaluation de l'impact économique global de l'industrie de la langue – Dépenses des étudiants étrangers combinées avec les écoles de langues -			
2004			
	Traduction	Écoles de langue	Total
PIB réel (millions \$ 1997)	1019,5	1251,8	2271,3
PIB (millions \$)	1193,8	1470,0	2663,8
Emploi (000)	25,2	26,5	51,7
Revenu du travail (millions \$)	1016,5	885,3	1901,8
Profits des entreprises avant impôts (millions \$)	58,2	364,4	422,6
Solde du gouvernement fédéral (millions \$)	368,2	396,7	764,9
Solde des gouvernements régionaux (millions \$)	95,6	119,7	215,3
Sources : Conference Board du Canada. Statistique Canada			

Dans son ensemble, l'industrie de la langue au Canada représentait un PIB de 2,7 milliards \$ en 2004. Exprimé en terme réel ou en dollars de 1997, cela équivaut à 2,3 milliards \$, soit 0,2 p. cent de l'économie canadienne. Environ 51 700 emplois auraient été attribuables à l'industrie de la langue en 2004. Finalement, les gouvernements fédéral et régionaux auraient profité d'un apport net dans leurs coffres respectifs de 764,9 millions \$ et de 215,3 millions \$.

Tableau 14		
Évaluation de l'impact économique global de l'industrie de la langue selon les composantes du PIB - 2004		
	Millions \$ 1997	Millions \$ courants
PIB réel	2271,3	2663,8
Dépenses de consommation	1997,8	2268,0
Dépenses gouvernementales en biens et services	-1,6	-1,8
Investissement privé et public	775,3	849,9
Changement dans l'inventaire	25,3	46,2
Exportations	359,3	388,9
Importations	886,2	888,0
Sources : Conference Board du Canada. Statistique Canada		

Le tableau 14 indique les différentes composantes du PIB qui sont affectées par l'activité économique générée par l'industrie de la langue. On remarque, entre autres, que la composante du PIB la plus sollicitée est les dépenses de consommation. Les exportations sont aussi sollicitées parce que les revenus tirés des étudiants étrangers des écoles de langues privées et publiques sont en fait considérés comme des exportations de services. Une partie des services de traduction offerts par les entreprises canadiennes sont aussi considérée comme des exportations de services. Les importations de biens et services sont aussi importantes étant donné la forte proportion du PIB reliée à la consommation. Celle-ci comporte une partie importante de biens et services importés.

Tableau 15		
Évaluation de l'impact économique global de l'industrie de la langue par industrie - 2004		
	PIB Réel (Millions \$ 1997)	Emplois
Total	2285,5	51,7
Agriculture	8,2	0,2
Autres industries primaires	37,5	0,2
Manufacturier	484,1	4,9
Construction	83,3	1,5
Services commerciaux	1520,2	41,0
Services non-commerciaux	132,0	3,4
Administration publique et défense	19,9	0,5

Sources : Conference Board du Canada. Statistique Canada

Il est aussi possible de présenter l'impact économique de l'industrie de la langue sous l'angle des industries bénéficiant de la présence de cette industrie au Canada. Le tableau 15 montre la décomposition du PIB associé à l'industrie de la langue. Outre l'industrie des services commerciaux dans laquelle l'industrie de la langue se retrouve, l'industrie manufacturière du Canada voit son PIB gonfler de 484,1 millions \$ grâce aux achats de biens faits par les différents acteurs de l'industrie de la langue au Canada. Ces acteurs sont les étudiants étrangers eux-mêmes qui achètent des biens de consommation, de même que les écoles publiques et privées et les entreprises de traduction qui achètent des fournitures, des meubles ou des équipements produits ici. Il ne faut pas oublier non plus les travailleurs de l'industrie eux-mêmes qui achètent des biens avec leur revenu tiré de l'industrie. Les services non commerciaux suivent de loin avec 132,0 millions \$ et la construction avec 83,3 millions \$. On retrouve une désagrégation très semblable pour le nombre d'emplois.

1.4 PISTES POUR UNE MEILLEURE INFORMATION

L'industrie de la langue n'est pas adéquatement définie au niveau statistique. Elle ne correspond pas à un code particulier du système de classification des industries (SCIAN), ce qui en fait une industrie plutôt éclatée et difficile à cerner. Cependant, la définition de l'industrie par le biais des trois grandes composantes aide à délimiter son étendue. La revue de la littérature réalisée à l'intérieur de la présente étude a toutefois permis de répertorier les informations statistiques disponibles les plus fiables et les plus solides sur l'industrie.

Pour évaluer de manière très précise l'importance économique de l'industrie de la langue ou de toute autre industrie, il faudrait, en théorie, connaître le détail des dépenses effectuées par chacune des organisations ou entreprises engagées dans des activités reliées à l'industrie. Par exemple, pour déterminer ce que le Bureau de la traduction engendre comme retombées économiques dans l'économie, il faudrait établir le détail de ce que l'organisation achète comme biens et services ou dépense en salaires et avantages sociaux. Il est clair que cette information est difficile à obtenir, surtout lorsqu'on fait face à une multitude d'entreprises privées. L'utilisation d'indicateurs propres à l'industrie s'avère donc le moyen le plus efficace d'obtenir une information fiable, utile et abordable, dans laps de temps raisonnable.

Le secteur de la traduction, de la terminologie et de l'interprétation semble être le mieux couvert par les données statistiques. Le recensement s'avère être une source très complète d'information sur les salariés et les travailleurs autonomes, sur le travail à temps plein ou à temps partiel et sur les revenus moyens de ces différentes catégories. Il est vrai que le recensement n'est effectué qu'une fois tous les cinq ans mais, à tout le moins, il est possible d'obtenir un niveau de détail assez précis de cette sous-composante. Cette information apparaît suffisante pour les fins d'une évaluation de l'impact économique.

En ce qui concerne les écoles privées, l'information recueillie par l'ACELP sur le nombre de semaines passées à l'étude des langues par les étudiants étrangers apparaît complète. Par contre, la volatilité des données amène certains questionnements quant à la couverture de l'information. Il faudrait s'assurer que l'ensemble des écoles de langues privées fournisse l'information et qu'elles représentent une partie importante de la population totale des écoles. L'enquête sur le profil des étudiants fournit une quantité appréciable d'informations très utiles pour déterminer les caractéristiques de la clientèle qui est en presque totalité étrangère. Il est clair que d'autres informations pourraient aussi être recueillies quant aux revenus et aux caractéristiques de la main-d'œuvre dans l'industrie. Pour ce qui est des revenus de l'ensemble des écoles privées, il serait utile de pouvoir séparer ceux directement associés à l'enseignement des langues et ceux tirés des autres services offerts par les écoles comme, par exemple, l'hébergement.

Les écoles publiques devraient aussi être en mesure de fournir certaines informations concernant leurs revenus et les caractéristiques de leur main-d'œuvre. Il est d'ailleurs heureux que l'ACELP et le CLC aient récemment décidé de fusionner. La collecte de l'information pour cette composante de l'industrie en sera d'autant facilitée. Des

informations concernant le nombre de professeurs, la rémunération moyenne de ceux-ci ainsi que le type d'emploi occupé seraient des informations essentielles qui permettraient de mieux cerner les caractéristiques de cette composante de l'industrie. Il est parfois plus facile d'obtenir ce genre d'informations que celles reliées aux revenus des entreprises et elles sont facilement intégrables au modèle entrées-sorties de Statistique Canada. En principe, si les écoles de langues publiques ont un mode de fonctionnement semblable à celles des écoles privées, elles devraient être en mesure de fournir des informations quant à leur corps professoral et leurs coûts de main-d'œuvre.

Le secteur des technologies langagières demeure le problème le plus difficile à résoudre. Cette industrie ne semble pas très bien comprise et se noie dans l'univers des services informatiques. Il n'est pas facile de distinguer le travail d'un informaticien dans le domaine de la langue d'un autre domaine parce que les deux travaillent à partir des mêmes outils, soit l'informatique. Statistique Canada ne dispose en fait d'aucune base de données au niveau des entreprises qui ont des activités dans le domaine des technologies langagières. Ces entreprises font partie de nombreux autres codes SCIAN. Contrairement aux traducteurs, aux terminologues et aux interprètes qui se définissent à travers une profession, il n'existe pas de profession associée à la technologie langagière. De manière générale, la plupart d'entre eux se définissent à travers les professions liées à l'informatique.

En 2005, Statistique Canada a tenté de recueillir des informations sur ce secteur en effectuant une enquête auprès de quelques entreprises qui semblaient être engagées dans certaines activités reliées à la technologie langagière. Très peu d'informations ont été retirées de cette enquête. Le peu de réponses reçues a forcé Statistique Canada à renoncer à présenter les informations recueillies comme étant statistiquement fiables. Ils ont dû se résoudre à présenter des résultats anecdotiques. Malgré tout, ils ont constaté que le nombre d'entreprises engagées dans le secteur de la technologie langagière était plutôt faible. Pour celles qui étaient engagées dans ces activités, il semble qu'elles représentent une très faible proportion de leur activité globale. Il est aussi ressorti des informations recueillies que ce secteur était en croissance.

Il n'y a pas de solutions magiques à la cueillette d'informations dans le domaine de la technologie langagière. L'enquête auprès des entreprises demeure la solution la plus adéquate. En revanche, le peu de succès obtenu par Statistique Canada n'est pas des plus encourageants. Le problème majeur de ce secteur en est un d'identification. Les travailleurs ou les entreprises oeuvrant dans ce secteur ne semblent pas s'identifier à l'industrie de la langue. Avant même de tenter de les répertorier, il faudra d'abord les amener à s'identifier comme faisant partie de l'industrie de la langue. Il faudrait donc visiter les entreprises, une par une, pour identifier ces individus et les informer qu'ils font partie de cette industrie.

Répertorier les individus impliqués dans les technologies langagières sera une tâche difficile et ardue. La meilleure façon serait probablement de remonter la filière. La première étape serait d'identifier les produits actuellement offerts aux utilisateurs des technologies langagières. Une fois les clients identifiés, il suffira de retrouver les

fournisseurs. Étant donné que les activités des entreprises ou des travailleurs engagés dans ce secteur sont cachées à l'intérieur d'entités plus grandes, la meilleure façon de les trouver est d'identifier l'utilisateur du service. L'utilisateur du service est en général plus facile à identifier et sera en mesure d'indiquer le fournisseur de ce même service. Il sera alors possible de créer une banque de données d'entreprises oeuvrant dans le domaine des technologies langagières. La liste d'entreprises obtenue pourra alors servir de base à une enquête statistique complète.

1.5 CONCLUSION

Dans son ensemble, l'industrie de la langue au Canada représentait un apport économique minimal de 2,7 milliards \$ au niveau du PIB en 2004, soit 0,2 p. cent du PIB total du Canada. L'industrie était aussi responsable de 51 700 emplois à travers le Canada, la grande majorité dans les services commerciaux.

Le secteur de la traduction aurait généré 44,8 p. cent de l'impact économique global au Canada mesuré en terme de PIB nominal, ou 1,2 milliard \$ en 2004. L'activité économique générée par les écoles de langues se serait élevée à 432,3 millions \$ en 2004, en terme de PIB. Toutefois, celles-ci attirent des étudiants étrangers en grand nombre et ceux-ci dépensent des sommes importantes dans l'économie. On devrait donc attribuer les retombées économiques de 1 milliard \$ provenant des dépenses des étudiants étrangers aux écoles de langues. Les écoles de langues privées et publiques seraient donc responsables, de retombées globales évaluées à 1,5 milliard \$ en 2004 en terme de PIB nominal et seraient, en réalité, la principale source de retombées économiques de l'industrie de la langue au Canada.

Au niveau de l'emploi, les conclusions se ressemblent. Le secteur de la traduction serait responsable de 25 200 emplois au Canada, en sommant les effets directs, indirects et induits de l'industrie sur l'économie canadienne. Les opérations des écoles de langues généreraient globalement 14 600 emplois. Quant aux dépenses des étudiants étrangers au Canada, elles auraient été responsables de la création de 11 900 emplois au Canada en 2004. En attribuant les dépenses des étudiants au secteur des écoles de langue, le nombre d'emplois associés aux écoles de langues serait de 26 500.

Il est important de spécifier que les efforts d'évaluation de l'activité économique générée par l'industrie ont toujours été guidés par la prudence. Les résultats présentés devraient donc être considérés comme une estimation minimale. Par exemple, les chiffres obtenus par l'ACELP concernant le nombre de semaines d'étude réalisé par les étudiants étrangers semblaient anormalement faibles comparativement aux autres années. Il semble que le SRAS ait eu un impact négatif sur les chiffres de 2004. Il aurait été tentant de corriger ces chiffres mais le Conference Board a opté pour la rigueur statistique. Il faut aussi noter que le nombre d'étudiants et de semaines d'étude effectuées par les étudiants est en forte croissance depuis 2004, ce qui amène à conclure que l'industrie pourrait facilement dépasser les 3 milliards \$ en terme d'activité économique. De plus, le peu

d'informations fiables recueillies sur les étudiants locaux ou nationaux entraîne une autre sous-estimation des retombées économiques de l'industrie de la langue.

Finalement, l'absence d'information statistique sur le secteur des technologies langagières a forcé l'abandon de toute tentative d'évaluer l'importance économique de cette composante de l'industrie. Les résultats obtenus et présentés sous-estiment donc l'importance économique de l'industrie de la langue au Canada, mais il n'est pas possible de dire dans quelle mesure.

BIBLIOGRAPHIE

Association canadienne des écoles de langues privées. *Sondage du profil étudiant – Rapport préliminaire*. Novembre 2004.

Association de l'industrie de la langue. *Industrie canadienne de la formation linguistique. Carte routière technologique (2003-2007)*. Association de l'industrie de la langue, 2004.

Association de l'industrie de la langue. *Industrie canadienne du traitement de la parole. Carte routière technologique (2003-2007)*. Association de l'industrie de la langue, 2004.

Duchaîne, Martin. *Le financement de l'industrie de la langue au Canada*. Association de l'industrie de la langue (AILIA.ca). Février 2006.

Industrie Canada. *Enquête sur les entreprises de l'industrie de la langue au Canada. Traduction, interprétation et formation linguistique*. Ottawa, Industrie Canada, Août 2006.

Lesage, Micheline et Eric Wilner. *Promotion des professions. Analyse détaillée des besoins d'outils*. Association de l'industrie de la langue, décembre 2005

Rioux, Fernand. *Partenariat en ressources humaines dans l'industrie de la langue. Les modèles possibles de partenariat entre Développement des ressources humaines Canada et l'industrie de la langue*. Ottawa, Développement des ressources humaines Canada, Mai 2003.

Statistique Canada. *Profil des industries canadiennes de la langue*. Ottawa, Statistique Canada, Division des petites entreprises et des enquêtes spéciales. 16 mars 2004.